

# Termes de Référence

## Groupe de travail sectoriel- Relèvement rapide et moyens de subsistance

Novembre 2016

### Le contexte

Bien avant le cyclone Matthieu, Haïti était déjà un des pays les plus vulnérables au monde. L'insécurité alimentaire frappait déjà plus d'un million d'Haïtiens. Près de la moitié de la population est, aujourd'hui encore, sans emploi. Plus de 98% des Haïtiens sont exposés à deux ou plusieurs types de catastrophes naturelles : tremblements de terre, cyclones, glissements de terrain, inondations, sécheresse etc. L'impact des catastrophes est particulièrement sévère en raison des vulnérabilités de tous ordres et des profondes disparités socio-économiques. Haïti est classée 168ème sur 187 pays dans l'indice du développement humain (IDH 2015). Avec plus d'un quart de la population totale vivant dans l'extrême pauvreté (avec 1,25 USD ou moins par jour) et la moitié dans la pauvreté (avec moins de 2,44 USD par jour), les capacités d'Haïti à résister et à se remettre des crises demeurent très faibles, si bien que le moindre petit choc peut générer des dommages importants. En dépit des programmes d'aide humanitaire et de relèvement à grande échelle, la lutte contre les vulnérabilités sous-jacentes, les déficiences structurelles et les lacunes en matière de capacités restent un défi de développement à long terme. L'accumulation des vulnérabilités freine et aggrave les pressions sur les communautés les plus vulnérables.

Alors qu'Haïti progressait lentement vers un développement durable à long terme, le cyclone Matthieu a sévèrement touché des départements importants du pays, et son impact sur les communautés les plus vulnérables reste encore à déterminer. Il est essentiel de répondre sans délai aux besoins de relèvement rapide pour retrouver le chemin du développement durable le plus rapidement possible. La catastrophe causée par le cyclone Mathieu offre l'occasion au Gouvernement haïtien et à ses partenaires humanitaires et de développement de s'unir derrière des objectifs communs de reconstruction en mieux, de renforcement de la résilience aux catastrophes futures et de réduction de la dépendance à l'égard de l'aide. Dans un effort conjoint, l'ensemble des partenaires techniques et financiers devrait appuyer le Gouvernement haïtien sur la voie du développement durable et résilient.

### Le cyclone Mathieu

Le cyclone Mathieu a eu des effets dévastateurs sur les infrastructures publiques, ainsi que sur les habitations et les moyens de subsistance des populations. Dans les régions les plus touchées, on estime que 90% des maisons ont été détruites. La distribution de l'aide humanitaire aux populations les plus démunies, notamment dans les régions éloignées, a été sérieusement entravée par les débris. Le manque de ressources des partenaires humanitaires sur le terrain, l'absence d'une stratégie communautaire et manque d'implication des communautés dans la définition de la réponse le manque de communication avec les communautés sur la réponse ont aussi engendré des frustrations qui ont ralenti le travail des humanitaires. Les maisons et les toits effondrés, les arbres détruits et déracinés, les bovins morts, les latrines et les cimetières inondés constituent posent des risques importants en termes d'accidents et de santé publique. Les infrastructures socioéconomiques ont été affectées, y compris l'agriculture, la pêche et les activités commerciales à petite échelle - formelles et informelles. 70 à 100 pour cent des cultures auraient été détruites dans les zones touchées et la deuxième récolte annuelle, à terme en novembre, est entièrement compromise. Pour éviter la malnutrition aigüe dans les mois à venir, il est nécessaire de mettre en œuvre des actions rapides de relèvement. De nombreux écosystèmes naturels ont été touchés et par conséquent les services rendus par ces écosystèmes sont mis à mal. Ainsi, les services d'approvisionnement (production de biens) : production agricole, production de bois, combustible, eau etc., ont été fortement affectés dans une région déjà en pénurie de ces services. Les services de régulation comme ceux de barrières de protection naturelles contre les

tempêtes, les inondations et autres aléas, sont anéantis et exposent davantage une population déjà vulnérable.

Les autorités locales, en particulier les collectivités territoriales, déjà affaiblies par le manque de moyens et de capacités humaines, ont aussi subi des dommages et pertes qui affectent leurs capacités à répondre rapidement et efficacement aux besoins immédiats et de relèvement des populations. Le cyclone Matthew a également eu des répercussions sur les vulnérabilités sociales, économiques, institutionnelles, politiques et environnementales sous-jacentes, affectant les moyens de subsistance et la résilience des groupes sociaux les plus vulnérables, et freinant ainsi le progrès économique et social. Les femmes occupent une place centrale dans la phase de relèvement, du fait que les catastrophes ont souvent une incidence sur leur autonomie financière, augmentant leur charge de travail et les exposant à la violence et aux abus sexuels. Le cyclone Matthew a affecté les possibilités d'apprentissage des enfants et des jeunes, dont la scolarisation est perturbée en raison des infrastructures endommagées ou des écoles utilisées comme abris provisoires.

Après les premières semaines critiques de la catastrophe, une leçon se dégage : l'importance, parallèlement à la réponse humanitaire, d'amorcer des actions de relèvement rapide. Dans le cadre de l'architecture nationale de coordination de la réponse, le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) a mis en place un groupe de travail pour la coordination du relèvement rapide, avec l'appui du PNUD, afin d'établir des priorités et de coordonner les approches et interventions des partenaires nationaux et internationaux.

#### [Le relèvement rapide et le Sommet mondial sur l'action humanitaire](#)

Une nouvelle façon de travailler répondant aux besoins humanitaires immédiats de la population tout en réduisant en même temps les risques et la vulnérabilité est proposée dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé « Une seule humanité: des responsabilités partagées ». Plusieurs engagements ont été pris par la communauté internationale lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, dont la nécessité de mettre l'accent sur les actions de renforcement des capacités des jeunes. Le Sommet a également montré que l'engagement des Etats dans la coordination des actions humanitaires est essentiel pour améliorer la résilience des communautés. Aujourd'hui, la réponse humanitaire, pour être plus efficace sur le long terme, a besoin de l'implication des structures de l'Etat haïtien dans l'accompagnement des personnes à assister et de l'implication des jeunes Haïtiens et Haïtiennes. Il est aussi indispensable de veiller à ce que l'aide humanitaire ne continue pas de créer la dépendance des structures locales. Ainsi, la mise en place de structures parallèles susceptibles d'affaiblir ou de détruire les capacités locales doit être absolument évitée. Au contraire, il est essentiel de prioriser le renforcement des capacités institutionnelles locales à tous les niveaux tant pour la réponse immédiate et rapide que pour la préparation et la gestion des risques futurs de catastrophes. L'aide humanitaire doit inclure une approche de relèvement rapide dans la réponse à la crise. Il faut donc aller au-delà des clivages développement/humanitaire. Pour permettre la transition vers le long terme et assurer la durabilité des interventions, un pourcentage du budget de l'aide internationale doit être alloué aux organisations locales et nationales de réponse à la catastrophe.

#### [Le relèvement rapide pour augmenter la résilience](#)

Le relèvement rapide est un processus multidimensionnel qui joue un rôle essentiel pour une réponse efficace à la crise. Il répond aux besoins de relèvement lors de la phase humanitaire, utilisant les mécanismes humanitaires en accord avec les principes de développement. L'approche de relèvement rapide est une approche intégrée et coordonnée qui permet de faire en sorte que la réponse mette l'accent sur les causes sous-jacentes de la dépendance, augmente la résilience et les capacités d'adaptation des communautés, établit des plateformes de stabilisation et de développement durable des capacités, contribue à éviter un état de dépendance prolongé et contribue à combler le fossé entre l'intervention humanitaire et la reprise du développement à plus long terme.

Le niveau de résilience des communautés haïtiennes est un facteur déterminant pour fournir un

soutien aux familles touchées au début de la phase de réhabilitation. L'expérience a montré que la mobilisation sociale et la participation communautaire aux initiatives de relèvement rapide contribuent à assurer une réponse rapide et orchestrée de toutes les parties prenantes tout en jetant les bases d'un processus de relance qui cherche à «reconstruire mieux ». En particulier, des efforts particuliers doivent être faits pour inclure les groupes traditionnellement vulnérables tels que les personnes handicapées et les personnes atteintes de maladies chroniques telles que le VIH. La participation et le consensus de la communauté sont essentiels pour la définition efficace des besoins, l'identification des priorités, l'établissement de partenariats, la planification, l'exécution et le suivi et l'évaluation des programmes. Les membres de la communauté sont les acteurs les plus importants du processus de relèvement: leur engagement et leur participation au processus assureront l'appropriation et la durabilité.

La résilience des communautés haïtiennes face aux désastres et crises viendra aussi de meilleures capacités des institutions nationales et locales à assurer leurs missions de base dans la gestion des risques et le relèvement. Investir durant la phase de relèvement dans la remise sur pied rapide des institutions et mécanismes de gouvernance, en particulier au niveau local, garantit une plus grande appropriation nationale des solutions de relèvement, et donc une meilleure réponse de l'Etat lors de crises futures.

#### [Le relèvement rapide est essentiel](#)

Dans le contexte haïtien actuel, les activités de relèvement rapide ont été identifiées comme des piliers fondamentaux pour la stabilisation du pays. Il est essentiel d'entreprendre immédiatement des initiatives critiques ou le temps est une contrainte importante, telles que l'élimination des débris végétaux, la planification urbaine / rurale, la réactivation socioéconomique par la création d'emplois d'urgence, le renforcement des capacités institutionnelles et la formation professionnelle axée sur les pratiques locales et les opportunités de marché. La planification stratégique de toutes les activités de relèvement rapide doit être priorisée pour faire en sorte que tous les efforts de reconstruction (logements, moyens de subsistance et infrastructures) soient complémentaires et durables, et contribuent de manière substantielle à l'amélioration des conditions de vie de la population tout en respectant l'environnement.

#### [Le relèvement rapide et l'autonomisation des femmes](#)

Les femmes doivent participer pleinement à la réponse d'urgence, au relèvement et à la reconstruction. La participation et le leadership des femmes doivent être renforcés afin d'accroître leur confiance en elles et leur potentiel d'influence sur les décisions qui affectent directement leur vie. Les besoins particuliers des femmes doivent être pris en compte dans les évaluations, et l'expérience et les connaissances des femmes doivent être valorisées et incorporées dans les plans de relèvement. Le relèvement rapide offre l'occasion à tous les acteurs et actrices de travailler ensemble pour transformer la société afin de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il faudrait mettre à disposition des établissements publics des formations et des incitations pour répondre spécifiquement aux besoins des femmes. En outre, les organisations et les réseaux de femmes doivent être renforcés pour assurer la réactivité et la responsabilisation des femmes. Les hommes doivent également être formés et sensibilisés pour qu'ils promouvaient l'égalité des sexes et soutiennent l'autonomisation des femmes.

#### [Le relèvement rapide, la communication avec les communautés affectés et la protection contre l'exploitation et les violences sexuelles](#)

Dans le cadre de la mise en place des programmes et activités, la communication avec les communautés affectées est indispensable. La mise en place de mécanismes de feed-back sur la réponse donnée et de partage d'information revêt une importance capitale en termes de responsabilités et de redevabilité envers les populations avec lesquelles on travaille. De plus, ce mécanisme sera un moyen d'anticiper les potentiels abus et exploitation sexuelle. Il est important

d'avoir des stratégies différenciées selon le sexe permettant de prendre en compte des vulnérabilités liées aux différents groupes

### Le relèvement rapide et l'environnement

Les catastrophes ont un impact important, souvent préjudiciable, sur l'environnement. En outre, les phases ultérieures de relèvement rapide, de relèvement et de reconstruction peuvent exacerber les impacts environnementaux négatifs si les activités ne sont pas conçues pour prendre en compte l'environnement. L'impact potentiel sur l'environnement peut menacer la vie humaine; la santé, les moyens de subsistance et la sécurité des populations touchées et le fait de ne pas faire face à ces risques peut miner le processus de secours, entraînant des pertes supplémentaires de vie, des déplacements, une dépendance à l'aide et une vulnérabilité accrue. La perte soudaine des ressources environnementales implique souvent une perte immédiate des moyens de subsistance et une dépendance subséquente à l'aide humanitaire. Ce sont souvent les membres les plus pauvres et les plus vulnérables des communautés qui sont les plus touchés. Enfin, au milieu d'une crise, il y a une perception commune que les ressources naturelles et l'environnement représentent un problème trivial ou moins urgent que les besoins humanitaires immédiats. Bien que les ressources naturelles soient souvent le point de départ pour la reconstruction économique et sociale et que la récupération écologiquement sensible soit essentielle pour assurer le développement durable à long terme, la marginalisation de l'environnement est répandue.

### Les Objectifs

#### **Paquet Minimum d'Activités**

Le renforcement des capacités des acteurs locaux pour répondre rapidement aux besoins immédiats en matière de subsistance est un élément crucial de la réponse aux crises et de la reprise initiale des activités communautaires. Pour atteindre cet objectif, les partenaires sectoriels cibleront 41 communes, et mettront en œuvre des programmes d'emploi d'urgence (Argent contre Travail) pour faciliter la collecte et l'élimination des débris, la réhabilitation des infrastructures communautaires essentielles, et la création rapide d'activités génératrices de revenus. Cela permettra de minimiser les stratégies d'adaptation face à la crise négatives des populations vulnérables et d'assurer leur dignité, créant ainsi les fondements essentiels à un relèvement durable. Les activités des partenaires sectoriels auront des effets multiplicateurs sur l'économie locale. De plus, les interventions seront étroitement liées aux objectifs des autres secteurs afin de garantir une réponse efficace dans les zones les plus touchées.

Reconnaissant que les causes des besoins humanitaires en Haïti sont multiples et complexes, le secteur a élaboré trois (3) objectifs interconnectés qui contribueront à deux des résultats stratégiques du plan d'intervention humanitaire.

**Objectif 1: Accroître la résilience des populations vulnérables en renforçant les capacités de préparation aux catastrophes, d'intervention et de protection de l'environnement aux niveaux national et local - Se rapporte à l'OS1, OS4.**

Le premier objectif est d'aider les autorités locales à guider et à coordonner l'action humanitaire en renforçant l'importance de la réduction des risques de catastrophe et la bonne gouvernance de manière à assurer le succès et la durabilité de la réponse. Ceci est particulièrement nécessaire au niveau communal où les partenaires du secteur s'efforceront de renforcer les capacités des autorités locales tout au long de la conception et de l'exécution d'initiatives de relèvement rapide inclusives. Le but étant de faciliter la restauration des activités économiques ainsi que la reprise des services de base dans les communes affectées, tout en assurant la protection des écosystèmes et l'anticipation des risques futurs.

**Objectif 2 : Créer des emplois d'urgence pour injecter rapidement de l'argent dans l'économie locale, restaurer les moyens de subsistance immédiats des ménages les plus vulnérables, et réhabiliter les infrastructures essentielles dans les communautés touchées - Se rapporte à l'OS1.**

Le deuxième objectif vise à stabiliser les moyens de subsistance immédiats et à revitaliser les communautés touchées par des interventions d'urgence qui permettent à la fois l'injection rapide d'argent dans l'économie locale et la mise en œuvre d'activités bénéfiques au relèvement de la communauté. L'élimination sans risque des débris et la gestion des déchets sont les premières priorités. Suivront la réhabilitation rapide des petites infrastructures communautaires - en utilisant, si possible, les débris et les déchets recyclés - puis la formation à la réparation et à l'entretien de ces infrastructures. En vue de restaurer rapidement l'économie locale, des efforts seront aussi déployés pour améliorer l'accès immédiat à la trésorerie, au crédit ou à d'autres solutions financières à court terme pour les micros et petites entreprises affectées.

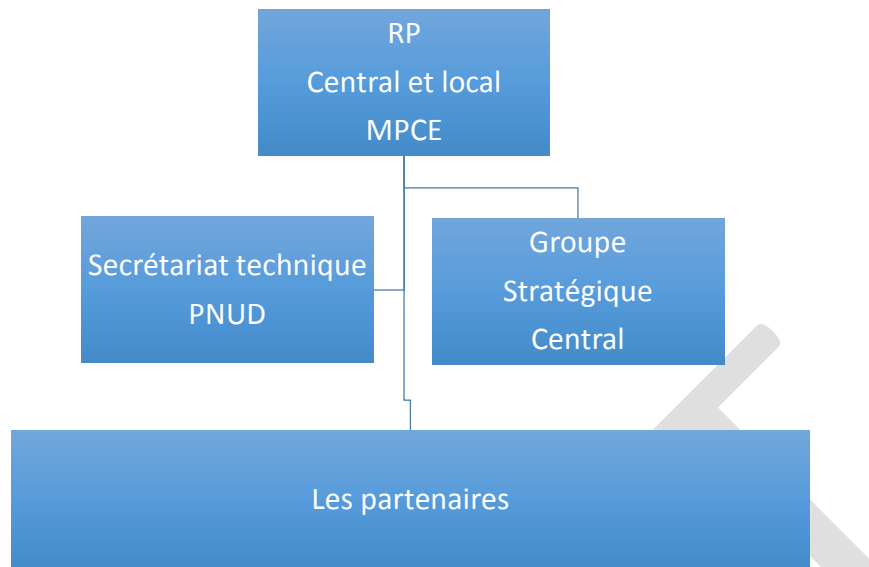
**Objectif 3 : Veiller à ce que les activités de relèvement rapide - en partenariat avec les autres secteurs - facilitent la transition vers le relèvement puis le développement - Se rapporte à l'OS4.**

Le troisième objectif vise à assurer et à maximiser les synergies entre les principaux acteurs afin d'intégrer le relèvement rapide dans la réponse humanitaire, grâce à un plaidoyer efficace et à une coordination avec toutes les parties prenantes concernées. Cela se fera par le partage de l'information et la promotion d'interventions intégrées pour éviter les doublons et les lacunes. Cette coordination aura pour but de garantir une assistance bien répartie et à optimiser les ressources financières disponibles pour un relèvement durable.

Une approche sensible au genre et à l'âge sera promue dans le but de mettre en évidence les dimensions sexo-spécifiques des différents impacts de l'ouragan Matthieu sur les groupes vulnérables pour mieux identifier les besoins, les risques, les mécanismes d'adaptation et les capacités. Les femmes et les personnes ayant des besoins spécifiques seront activement impliquées, à travers une approche participative qui visera une distribution équitable des efforts de relèvement rapide et moyens de subsistance.

En 2018, le secteur tirera profit des acquis de l'année 2017 en facilitant la transition vers le relèvement et le développement à plus long-terme au moyen d'une approche multisectorielle.

## Structure de Coordination



## Fréquence des réunions

Les réunions auront lieu sur une base hebdomadaire à Port-au-Prince, et les départements affectés Les Cayes et Jérémie pendant les 3 premiers mois de la réponse d'urgence.

## Composition du groupe de travail

Le groupe de travail sera inclusif et ouvert aux organisations exécutant ou intéressées à coordonner les programmes de relèvement rapide et à renforcer le lien humanitaire-développement. Le groupe de travail sera placé sous le leadership de MPCE. Le secrétariat technique sera appuyé par le PNUD. Les membres sont:

- Le Ministère de la Planification et de la Coopération (MPCE)
- Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Le Coordonnateur humanitaire adjoint and un point focal d'OCHA
- Représentants des secteurs humanitaires (*Secteur Sécurité alimentaire, Nutrition et Agriculture d'urgence, Secteur Eau potable, Assainissement et Hygiène, Secteur Abris d'urgence et articles essentiels non alimentaires, Secteur Santé, Secteur Protection, Secteur Logistique et télécommunications d'urgence, Secteur Education*)
- Représentants des institutions étatiques (*Primature / Unité de construction de logement et bâtiment public ; Ministère de la Santé et de la Population, Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, Ministère du Commerce et de l'industrie, Ministère du Tourisme, Ministère des Travaux Publics, Transport et Communications, Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Ministère des Affaires Sociales et du Travail, Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes, Ministère de l'Economie et des Finances*)
- Représentants des secteurs transversaux (*environnement, genre, protection, jeunesse, etc*)
- Organisations non gouvernementales (ONG)
- Observateurs (Ex. Croix Rouge)
- Partenaires techniques et financiers

## Rôles et responsabilités

### **Coordinateur du secteur (MPCE) avec l'appui du secrétariat technique (PNUD)**

- S'assurer de l'engagement des membres du groupe de travail;
- S'entendre sur les rôles et les responsabilités au sein du groupe de travail, identifier les points focaux pour des questions spécifiques, le cas échéant, et élaborer les termes de référence et un plan d'action multi-secteurs du groupe de travail en réponse au cyclone ;
- Représenter le groupe lors de réunions intersectorielles clés ;
- Établir et maintenir des mécanismes et outils de coordination appropriés ;
- Faciliter l'échange d'informations entre tous les acteurs ;
- Identifier les lacunes, cartographier les besoins (en utilisant 4W), déterminer les priorités et produire des analyses et des messages utilisables pour le plaidoyer auprès partenaires techniques et financiers ;
- Faire le plaidoyer pour la mobilisation de ressources pour le relèvement rapide ;
- Faciliter et orienter la mise en place de mécanismes de suivi adéquats des interventions afin d'évaluer les progrès et l'impact par rapport aux plans de mise en œuvre convenus ;
- Soutenir les membres du secteur dans le renforcement des capacités locales et la coordination avec tous les partenaires;
- Fournir des analyses sexospécifiques des progrès en matière de relèvement rapide
- Pour faciliter la communication et les échanges d'informations et de fichiers, le groupe utilisera une adresse électronique spécifique et l'application de stockage en ligne « googledrive ».

### **Groupe stratégique**

- Identifier les lacunes et les chevauchements entre les interventions de relèvement rapide, en travaillant activement avec tous les membres du groupe, ainsi qu'avec les autres groupes sectoriels pour trouver des solutions appropriées et réalistes, et établir des synergies
- Diriger la planification et la mise en œuvre de la stratégie du groupe de travail, y compris la planification et l'élaboration de rapports, et fournir l'expertise technique pour l'élaboration de la stratégie de relèvement rapide;
- Déterminer les exigences en matière de formation et de renforcement des capacités pour le relèvement rapide, et la gestion de l'information;
- Assurer l'intégration des questions intersectorielles prioritaires, le cas échéant.

### **Partenaires**

- Participer et contribuer activement aux réunions et à la coordination du secteur ;
- Partager les données et les informations pertinentes en temps opportun, participer aux activités de planification et contribuer à l'élaboration des stratégies pertinentes au secteur
- Partager les résultats et les recommandations des évaluations et les meilleures pratiques ;
- Comprendre et intégrer pleinement les questions intersectorielles dans leurs interventions de relèvement rapide, en adoptant une approche participative et inclusive;
- Appui à l'analyse des lacunes, à la cartographie des besoins, à la formulation des priorités et au partage des résultats avec les autres partenaires concernés, y compris les autorités nationales et les responsables sectoriels pour une réponse coordonnée au relèvement rapide;
- Renforcer les capacités locales et promouvoir la formation des partenaires nationaux.